

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>19.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Keine Einschränkung</b>
Akteure	<b>Anderer Gewerkschaft</b>
Prozesstypen	<b>Anderes</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2021</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Benteli, Marianne  
Berclaz, Philippe  
Bernath, Magdalena  
Bernhard, Laurent  
Burgos, Elie  
Bühlmann, Marc  
Freymond, Nicolas  
Giger, Nathalie  
Schnyder, Sébastien  
Schär, Suzanne  
Zumbach, David

## Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Berclaz, Philippe; Bernath, Magdalena; Bernhard, Laurent; Burgos, Elie; Bühlmann, Marc; Freymond, Nicolas; Giger, Nathalie; Schnyder, Sébastien; Schär, Suzanne; Zumbach, David 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Anderes, Andere Gewerkschaft, 1991 – 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 19.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Institutionen und Volksrechte	1
Bundesverwaltung - Personal	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Landwirtschaft	1
Agrarpolitik	1
Tierische Produktion	1
<b>Infrastruktur und Lebensraum</b>	2
Verkehr und Kommunikation	2
Eisenbahn	2
Luftfahrt	3
Post und Telekommunikation	5
Raumplanung und Wohnungswesen	6
Wohnungsbau und -eigentum	6
<b>Sozialpolitik</b>	7
Bevölkerung und Arbeit	7
Arbeitsmarkt	7
Löhne	7
Arbeitszeit	9
Kollektive Arbeitsbeziehungen	9
Arbeitnehmerschutz	18

# Abkürzungsverzeichnis

<b>UVEK</b>	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
<b>WTO</b>	Welthandelsorganisation
<b>ALV</b>	Arbeitslosenversicherung
<b>EVD</b>	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
<b>BVGer</b>	Bundesverwaltungsgericht
<b>BJ</b>	Bundesamt für Justiz
<b>BOM</b>	Branchenorganisation Milch
<b>SMP</b>	Schweizer Milchproduzenten
<b>KMU</b>	Kleine und mittlere Unternehmen
<b>SBB</b>	Schweizerische Bundesbahnen
<b>SRF</b>	Schweizer Radio und Fernsehen
<b>VPOD</b>	Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste
<b>GBI</b>	Gewerkschaft Bau und Industrie
<b>GAV</b>	Gesamtarbeitsvertrag
<b>ILO</b>	Internationale Arbeitsorganisation
<b>GDP</b>	Gewerkschaft Druck und Papier, später Comedia/Syndicom
<b>WFG</b>	Wohnraumförderungsgesetz
<b>SKBS</b>	Interdisziplinäre Schweizerische Kommission für biologische Sicherheit in Forschung und Technik
<b>SMUV</b>	Gewerkschaft Industrie, Gewerbe, Dienstleistungen (urspr. Schweizerischer Metall- und Uhrenarbeiterverband)

---

<b>DETEC</b>	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>AC</b>	assurance-chômage
<b>DFE</b>	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
<b>TAF</b>	Tribunal administratif fédéral
<b>OFJ</b>	Office fédéral de la justice
<b>IP-Lait</b>	L'Interprofession Suisse de la filière lait
<b>FPSL</b>	Fédération des producteurs suisses de lait
<b>PME</b>	petites et moyennes entreprises
<b>CFE</b>	Chemins de fer fédéraux suisses
<b>RTS</b>	Radio Télévision Suisse
<b>SSP</b>	syndicats des Services publics
<b>SIB</b>	Syndicat industrie et bâtiment
<b>CCT</b>	Convention collective de travail
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>SLP</b>	Syndicat du livre et du papier
<b>LOG</b>	Loi sur le logement
<b>CSSB</b>	Commission interdisciplinaire suisse pour la sécurité biologique dans la recherche et la technique
<b>FTMH</b>	Syndicat de l'industrie, de la construction et des services (initialement Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie)

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Institutionen und Volksrechte

#### Bundesverwaltung – Personal

ANDERES  
DATUM: 26.11.2020  
MARC BÜHLMANN

Ende November 2020 fanden Lohngespräche zwischen den Personalverbänden und dem Finanzminister Ueli Maurer statt. Aufgrund der Corona-Krise, die ein Loch in den Bundeshaushalt zu reissen drohte, und weil man von einer negativen Teuerung ausging, wurde beschlossen, für das kommende Jahr keine **Lohnmassnahmen für die Bundesangestellten** zu treffen. Die Forderung der Personalverbände, statt Lohnerhöhungen den Vaterschaftsurlaub von 10 auf 20 Tage zu verlängern, wolle Ueli Maurer dem Bundesrat unterbreiten, war der entsprechenden Medienmitteilung zu entnehmen. Bei den Gesprächen wurde zudem die Absichtserklärung 2020–2023 zwischen Bund und den Sozialpartnern unterzeichnet, mit der die Sozialpartnerschaft umrissen wird und die wichtigsten Probleme und Lösungen in der Personalpolitik festgelegt werden.<sup>1</sup>

## Wirtschaft

### Landwirtschaft

#### Agrarpolitik

ANDERES  
DATUM: 13.08.2005  
ELIE BURGOS

L'Union suisse des paysans (USP) a vivement réagi aux propositions du gouvernement. Elle a jugé inacceptable la réduction des moyens financiers initialement prévus, tout comme le rythme et l'ampleur des réformes. Quant aux principaux partis politiques, si le PDC, le PS et le PRD ont estimé que le projet gouvernemental allait dans la bonne direction, l'UDC a critiqué celui-ci, estimant qu'il n'améliorerait pas la compétitivité des paysans. Les démocrates du centre ont d'ailleurs pris position peu avant le début de la procédure de consultation sur ce projet dans un document stratégique. Dans le cadre des débats sur l'OMC et la PA 2011, ils n'ont pas réclamé une augmentation massive des paiements directs, mais un démantèlement des contraintes qui pèsent sur les producteurs, afin qu'ils puissent notamment développer des activités annexes. En outre, l'agriculture doit, selon l'UDC, concentrer son activité sur l'économie laitière, ainsi que sur la production de viande et de fruits et légumes.

Notons encore que l'« Alliance agricole », plateforme qui regroupe une quinzaine d'associations paysannes, écologistes et de défense des consommateurs (dont Bio Suisse, Uniterre, Pro Natura et le WWF Suisse) s'est mobilisée en faveur des paiements directs. Elle a notamment demandé leur maintien dans la PA 2011<sup>2</sup>

### Tierische Produktion

ANDERES  
DATUM: 29.11.2011  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En automne, la FPSL s'est résolue à se retirer de l'IP Lait suite à une décision de baisser les prix du lait de 4 centimes après avoir décidé de nouvelles ponctions auprès des producteurs dans le cadre du fonds de régulation. La FPSL estime que les 60 centimes payés par kilo au producteur sont soutenus par 15 à 20 centimes de paiements directs mais que le total ne couvre pas les coûts de production de 1 franc par kilo. En début d'année, **Prolait**, la fédération laitière regroupant les producteurs vaudois, neuchâtelois et fribourgeois, avait également quitté l'IP-Lait jugeant l'organisation incapable de réguler le marché du lait destiné à la transformation. Une partie des producteurs ne se sentent ainsi plus représentés par l'IP-Lait qui défend selon eux les intérêts de l'industrie laitière. Parallèlement à ces retraits, le syndicat **Uniterre** a estimé que le marché libre détruit l'agriculture suisse et a accusé l'industrie de pousser à la production afin d'abaisser les prix. Le syndicat souhaite donc une régulation de la production par les producteurs. L'IP-Lait a finalement décidé de revoir ses structures de fonctionnement en réintégrant les fédérations ayant démissionné dans un délai de cinq mois. Elle a ainsi décidé de donner la possibilité d'exclure les membres ne respectant pas ses décisions, puis a augmenté le prix aux producteurs du lait destiné au marché intérieur de deux centimes au vu de la stabilisation de l'euro par rapport au franc.<sup>3</sup>

## Infrastruktur und Lebensraum

### Verkehr und Kommunikation

#### Eisenbahn

ANDERES  
DATUM: 05.07.2000  
PHILIPPE BERCLAZ

Anticipant la loi sur le personnel qui soumet les employés de la Confédération, de l'administration générale, de La Poste et des CFF à une **convention collective de travail (CCT)** et n'attendant pas les résultats du référendum de cette loi, les CFF ont négocié et conclu en mars avec la direction des syndicats une CCT. A leur tour, les collaborateurs syndiqués des CFF ont accepté la première CCT de fonctionnaires devenus employés soumis au droit public. Seule une partie (30%) des membres du Syndicat suisse des mécaniciens de locomotive l'ont refusé. Les quatre syndicats (Syndicat du personnel des transports/SEV, Syndicat chrétien des services publics/Transfair, ACTP et VSLF) réunissaient plus de 85% des 28'500 employés CFF. L'entrée en vigueur a été agendée au 1er janvier 2001 pour trois ans. La CCT consacrait le temps de travail hebdomadaire de 39 heures. Cet horaire ne sera pas uniforme pour tous les employés, il devra tenir compte des besoins spécifiques de chaque secteur. La CCT introduisait comme le permettait la nouvelle loi un salaire comprenant une composante liée au mérite selon la fonction, l'expérience et les prestations. En contrepartie, les syndicats avaient obtenu qu'aucun licenciement économique ne soit effectué avant 2003. Les suppressions de poste prévues (environ 2'300) se feront d'après les CFF essentiellement par les fluctuations naturelles. Pour les 20% restant, l'ex-régie mettra sur pied des programmes de formation continue avec des possibilités de retrouver un emploi à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise. La CCT réglait aussi la question de la participation du personnel: quatre commissions seront nommées pour s'occuper du temps de travail, de l'égalité, de la santé-sécurité et de l'image des professions exercées dans l'entreprise.<sup>4</sup>

ANDERES  
DATUM: 02.09.2000  
PHILIPPE BERCLAZ

Libérés du cadre unique du service public national, les CFF ont tourné leur regard sur l'étranger et plus particulièrement sur l'Angleterre. Pour être concurrentiels dans la **libéralisation du marché anglais**, les CFF ont signé un contrat de collaboration avec la société John Laing Investissement et sa filiale M40 Trains Ltd. La stratégie de la direction répondait à un besoin d'expansion, car selon elle le marché suisse était saturé et donc l'ouverture sur l'étranger était l'unique possibilité importante de croissance. En collaboration avec son partenaire, les CFF avaient l'intention de briguer deux des 25 concessions accordées dans le cadre des privatisations des chemins de fer anglais. Le dévolu était jeté sur les lignes Wessex et Thames dont la concession pour le réseau (couverture de 300 gares et de 1'400 kilomètres) arrivait à échéance en 2003-2004. Au niveau des réactions, la Confédération, actionnaire principal, soutenait la décision de l'ex-régie de se lancer dans la course à ces **deux concessions anglaises**, car elle augmenterait sa capacité concurrentielle au plan international. Pareillement, le DETEC estimait qu'il s'agissait d'une conséquence logique des accords bilatéraux: si les compagnies étrangères ont le droit d'entrer sur le marché suisse, il est normal que les CFF puissent mettre le pied à l'étranger. Les syndicats et les employés ont par contre réagi de manière courroucée à cette annonce.<sup>5</sup>

ANDERES  
DATUM: 15.12.2001  
PHILIPPE BERCLAZ

En fin d'année, les **négociations salariales** ont abouti à un accord entre les syndicats et la direction générale des CFF. Dans un premier temps, les syndicats réclamaient une augmentation de 5% du salaire: 2% pour la compensation du renchérissement et 3% de hausse réelle. La contre-proposition des CFF a été une augmentation de la masse salariale de 3,3% pour un coût de CHF 72,5 millions, réparti en une augmentation générale de 1%, une compensation unique pour les efforts consentis de 1% et un solde consistant en bonus individuel et en compensations de mesures antérieures. L'accord final entre les deux parties portait sur une augmentation de 1% et une prime de CHF 1'000 pour tous les employés. Au total, la masse salariale a été augmentée de 3,6%.<sup>6</sup>

ANDERES  
DATUM: 14.12.2002  
PHILIPPE BERCLAZ

Les 28'000 employés des CFF verront leurs **salaires augmenter de 0,7%**. Les syndicats réclamaient 3% à la base. Certains bénéficieront en plus de hausses individuelles qui représentent 1,6% de la masse salariale.<sup>7</sup>

ANDERES  
DATUM: 27.05.2004  
PHILIPPE BERCLAZ

Les CFF et les syndicats sont parvenus à un **accord sur une nouvelle convention collective de travail** (CCT). Elle prévoit le maintien de la protection contre le licenciement et une semaine de vacances supplémentaire. Celle-ci est donnée en compensation à la durée annuelle de travail qui passe de 1'950 à 2'000 heures. En contrepartie, les partenaires sociaux souscrivent à une paix du travail. La nouvelle CCT entrera en vigueur le 1er janvier 2005 et sera valable deux ans. Si elle n'est pas dénoncée, elle sera prolongée tacitement.<sup>8</sup>

ANDERES  
DATUM: 21.12.2006  
MAGDALENA BERNATH

Im April kündigten die SBB ihre Gesamtarbeitsverträge per Ende Jahr; um wettbewerbsfähig zu bleiben, brauche es branchenübliche Arbeitsbedingungen. Um ihren Forderungen Nachdruck zu verleihen, absolvierten Mitte Dezember rund 2'000 Lokomotivführer ihren Dienst nach Vorschrift. Kurz vor dem Auslaufen des GAV einigten sich Eisenbahngewerkschaften und SBB auf einen **neuen Gesamtarbeitsvertrag**: Die SBB-Angestellten erhalten 3,5% mehr Lohn und einen Tag mehr Ferien, müssen dafür aber 41 statt 40 Stunden pro Woche arbeiten.<sup>9</sup>

ANDERES  
DATUM: 27.11.2010  
NICOLAS FREYMOND

Au terme d'âpres négociations, les CFF et les organisations du personnel ont conclu une **nouvelle convention collective de travail** réformant totalement le système salarial de l'ancienne régie. En lieu et place d'un régime à 29 classes de salaires récompensant l'ancienneté à travers une progression automatique, le nouveau système se fonde principalement sur les exigences des postes de travail, les prestations individuelles des collaborateurs et les conditions du marché pour fixer la rémunération. Cette réforme, en particulier la généralisation du salaire au mérite, vise à accroître la productivité et la compétitivité de l'entreprise.<sup>10</sup>

### Luftfahrt

ANDERES  
DATUM: 04.11.2001  
PHILIPPE BERCLAZ

Moins d'une semaine plus tard, le financement de la restructuration et le maintien provisoire de Swissair ont été trouvés par la Confédération, les cantons et les milieux économiques. Les **coûts d'opération** corrigés ont été devisés à **CHF 4,69 milliards** ; CHF 2,74 milliards d'augmentation du capital-actions de Crossair, CHF 1 milliard pour les coûts d'exploitation supplémentaire et CHF 1 milliard pour les frais de restructuration. La Confédération détiendra 20% de la nouvelle compagnie, les cantons 18%, le reste revenant aux banques et aux milieux économiques (62%). Le profil de la nouvelle compagnie était de 26 avions Swissair court et moyen-courriers, 26 avions Swissair long-courriers, 82 avions Crossair; 36 vols long-courriers maintenus, et 78 vols courts et moyen-courriers maintenus (Europe), 114 vols au total. Le conseil d'administration de Crossair décidait à l'unanimité de mettre en œuvre ce plan Phoenix Plus. Suite à l'aval du Conseil fédéral et de la délégation parlementaire aux finances par 3 voix contre 2 et une abstention, la Confédération a décidé d'injecter en tout CHF 1,6 milliards en plus des CHF 450 millions débloqués; tout d'abord un prêt de CHF 1 milliard pour permettre à Swissair d'assurer ses vols jusqu'au printemps, à cela s'ajoutera une prise de participation au capital s'élevant à CHF 600 millions. Les Chambres ont dû se prononcer le 16 et le 17 novembre sur le crédit, mais la messe était dite. En effet, la loi prévoit que le gouvernement peut débloquer des fonds dans l'urgence avec l'accord de la délégation des Chambres aux finances. Les cantons devront investir CHF 400 millions (18% du capital), dont CHF 300 millions pour Zurich et 30 pour les deux Bâle; quant aux milieux économiques, leur investissement sera de CHF 1,9 milliards (dont CHF 600 millions pour les deux grandes banques). A l'exception de l'UDC et des Verts, les partis politiques et les collectivités publiques ont salué ce sauvetage. Le Conseil fédéral a informé la Commission européenne des modalités de la nouvelle compagnie aérienne nationale, compte tenu de l'entrée en vigueur de l'accord bilatéral sur le transport aérien. La situation critique dans laquelle se trouvaient les filiales a été arrangée soit par des rachats ou des prêts. Le **chapitre social** a été le grand **oublié** de la restructuration; rien n'avait été prévu pour payer les préretraites et pour indemniser les personnes licenciées durant le délai de congé. Les syndicats estimaient les coûts liés aux paiements des salaires pour les sociétés en sursis concordataire à CHF 76 millions et le plan social à CHF 135 millions. Comme une grande partie ne

pouvait pas être couverte par la masse en faillite, ils demandaient une aide de CHF 250 millions au gouvernement et au secteur privé. Les banques et la Confédération ont repoussé leur implication dans le financement du plan social pour les 4'500 employés licenciés par Swissair.<sup>11</sup>

ANDERES  
DATUM: 21.10.2002  
PHILIPPE BERCLAZ

Au niveau du personnel, la direction de Swiss a réussi à s'accorder avec les cinq syndicats sur les conditions de travail du **personnel au sol**. La nouvelle **convention collective de travail** (CCT) touchait 2'300 employés; elle est entrée en vigueur à posteriori le 1er avril pour une période de trois ans. Les partenaires sociaux se sont aussi mis d'accord sur la CCT pour le **personnel de cabine**. Lors de sa mise en consultation, le personnel de cabine ne l'a pas ratifié, principalement à cause de griefs financiers. Après plusieurs mois de négociations, Swiss et le syndicat Kapers se sont entendus sur une nouvelle CCT. Celle-ci prévoyait l'introduction d'un treizième salaire, un pourcentage plus élevé sur les ventes effectuées à bord, un défraiement supplémentaire pour les vols long-courriers et une compensation pour les heures supplémentaires. Les employés de bord ont cette fois plébiscité la CCT. Les membres du personnel de cabine affiliés au syndicat Unia ont de leur côté accepté la CCT pour les **contrats à temps partiel**, allant jusqu'à 50%.<sup>12</sup>

ANDERES  
DATUM: 10.10.2003  
PHILIPPE BERCLAZ

Le jugement du Tribunal arbitral n'a toutefois pas été appliqué, car le syndicat, après négociations avec Swiss, a renoncé à demander son application et l'annulation des 169 licenciements de février. **Swiss Pilots acceptait ainsi le partage inégal des licenciements** entre les deux corps de pilotes et la suppression de 559 postes parmi ses membres. En contrepartie, la compagnie leur a octroyé une indemnité de départ de 16 mois de salaire. Les autres pilotes de l'ex-Crossair ont obtenu d'être en partie protégés contre les licenciements jusqu'à la fin octobre 2005. La concession la plus importante de Swiss a été l'abandon de la constitution juridique de la filiale régionale low cost Swiss Express. Présentée en mai, cette dernière – censée permettre des économies de 20% – était appelée à regrouper tous les vols régionaux en Europe et n'aurait incorporé que des pilotes de l'ex-Crossair. S'estimant relégué à des emplois de seconde zone, Swiss Pilots en avait fait un casus belli. Lors de la votation, la **base de Swiss Pilots a accepté à 74% l'accord** signé par sa direction avec Swiss. La mauvaise situation financière et la volonté de Swiss de rejoindre une des grandes alliances aériennes ont pesé lourd dans l'armistice signée par le syndicat Swiss Pilots.<sup>13</sup>

ANDERES  
DATUM: 12.12.2006  
MAGDALENA BERNATH

Im September legten die Regionalpiloten (übernommen von der früheren Crossair) während eines Tages die Arbeit nieder. Vom Streik betroffen waren 8'900 Passagiere in Zürich, Genf und Basel. Die Piloten verlangten die gleichen Arbeitsbedingungen wie die Europa-Piloten der einstigen Swissair. Die überraschte Swiss musste 128 Flüge streichen, sechs weitere fielen am folgenden Tag aus. Die Swiss drohte, die Gewerkschaft Swiss Pilotes auf Schadenersatz zu verklagen und den Piloten im Wiederholungsfall zu kündigen. Dem Streik vorangegangen waren **gescheiterte Verhandlungen zwischen Swiss Pilotes und der Swiss um einen neuen Gesamtarbeitsvertrag (GAV)**. Als bekannt wurde, dass zwei Gewerkschaftsfunktionäre die Abstimmung zum GAV-Entwurf dahingehend manipuliert hatten, dass eine Zustimmung der Gewerkschaft resultierte, weigerte sich die Fluggesellschaft zunächst, Swiss Pilotes weiterhin als Sozialpartner zu anerkennen und setzte einseitig die für die Piloten ungünstigeren Einzelarbeitsverträge in Kraft. Ende Jahr zeichnete sich eine Einigung über die Rahmenbedingungen eines neuen GAV ab.<sup>14</sup>

ANDERES  
DATUM: 28.04.2007  
NICOLAS FREYMOND

Fin décembre 2006, les pilotes de Swiss European, compagnie régionale de Swiss (ex-Crossair), ont une nouvelle fois refusé d'entrer en matière sur le projet de **convention collective de travail** (CCT) proposé par la direction **pour la période 2007-2010**. Les pilotes ont exprimé leur volonté que leur syndicat, Swiss Pilots, rejoigne la table des négociations en vue de satisfaire leur principale revendication préalable: l'égalité salariale pour tous les pilotes de Swiss et Swiss European volant sur le continent européen. Finalement, les deux parties sont parvenues à un accord en avril, l'employeur ayant concédé des alignements avec la CCT des pilotes de Swiss. La nouvelle CCT des pilotes régionaux est ainsi entrée en vigueur le 1er juillet.<sup>15</sup>

ANDERES  
DATUM: 04.07.2011  
SUZANNE SCHÄR

Nach dem Bekanntwerden des guten Betriebsergebnisses der Swiss drohte die **Pilotengewerkschaft Aeropers**, unzufrieden mit dem Verlauf der Verhandlungen für einen neuen Gesamtarbeitsvertrag (GAV), mit dem Verhandlungsabbruch. Die Gewerkschaft erwog mit Hinweis auf die besseren Anstellungsbedingungen für Piloten bei Lufthansa und British Airways einen Streik. Die Unternehmensleitung der Swiss liess gleichzeitig verlauten, dass die Verhandlungen aus ihrer Perspektive nicht gescheitert wären. Anfang Juli einigten sich die Sozialpartner dann in letzter Minute auf bessere Arbeitsbedingungen, planbarere Erholungszeiten und branchengerechtere Saläre, was bei der Swiss zu einer Erhöhung des Personalaufwands zugunsten der Aeropers-Piloten um rund 20% führte.<sup>16</sup>

### Post und Telekommunikation

ANDERES  
DATUM: 30.11.2002  
PHILIPPE BERCLAZ

Lors des négociations, les partenaires sociaux n'ont pas réussi à s'entendre sur le renouvellement de la **Convention collective de travail (CCT) de Swisscom**. Celle-ci arrivera à échéance à fin 2003. Les syndicats ont posé deux conditions à leur retour aux négociations. Premièrement, ils exigeaient un retrait du projet prévoyant une convention-cadre pour le groupe, complétée par des accords d'entreprises dans les sociétés. Ces accords devraient ensuite être négociés par les comités d'entreprise et non les syndicats. La deuxième condition était de discuter du renouvellement de la CCT sur la base en vigueur, soit une convention qui couvre toutes les sociétés du groupe. Les syndicats et Swisscom se sont par contre entendus sur une augmentation de salaire pour 2003.<sup>17</sup>

ANDERES  
DATUM: 24.10.2003  
PHILIPPE BERCLAZ

Swisscom a officialisé la **suppression de 600 emplois**. Ceux-ci s'ajoutaient au 400 qui avaient été décidés l'année précédente. Ces places de travail faisaient partie des quelque 3'000 emplois dont la suppression, jusqu'à la fin 2003, avait été annoncée en mars 2000. (Swisscom avait indiqué que le nombre des emplois passerait de 18'000 cette année-là à 15'000 à la fin 2003.) La réponse des syndicats a été de mobiliser un millier d'employés à Berne, Genève, Zurich et au Tessin. Leurs revendications portaient sur le gel des licenciements et une entrée en matière sur la réduction du temps de travail hebdomadaire de 40 à 38 heures. Swisscom a refusé de revenir sur ces mesures de restructuration. Afin de reconduire jusqu'à fin 2005 la CCT et le plan social en vigueur, l'opérateur a accepté d'abandonner le concept qui visait à écarter les syndicats au profit de commissions d'entreprises dans le cadre des négociations contractuelles. Le traitement de cet objet était la condition sine qua non des syndicats pour la reprise des négociations. Swisscom a cependant assorti la reprise des négociations d'une exigence: trouver pour sa filiale Cablex une réglementation distincte adaptée à son champ d'activité. Au mois de septembre, les protagonistes se sont entendus pour **reconduire le plan social et la CCT jusqu'à fin 2005**.

En dépit d'un bon bilan de santé, Swisscom a annoncé en novembre une **nouvelle suppression de 655 emplois à plein temps**, d'ici 2004, sur les 14'400 postes qu'il comptait. Cette compression d'effectif visait à maintenir les marges de profit et l'attractivité de Swisscom sur le marché. En effet, la chute continue des prix, d'environ un tiers en cinq ans, et l'impossibilité de se développer sur le marché suisse, désormais saturé, ont conduit l'opérateur à de telles mesures.<sup>18</sup>

ANDERES  
DATUM: 23.04.2004  
PHILIPPE BERCLAZ

La Poste et les Syndicats se sont entendus pour un plan social au bénéfice des collaborateurs touchés par la **réorganisation du traitement des journaux et des envois express**. Celle-ci était due à une coupe de CHF 20 millions dans la subvention fédérale au transport des journaux. Les mesures devraient permettre d'éviter des licenciements, mais 130 emplois dans le système de transport de journaux et 80 emplois dans la logistique des envois express passeront à la trappe.<sup>19</sup>

ANDERES  
DATUM: 27.12.2004  
PHILIPPE BERCLAZ

Malgré l'impasse, La Poste et les syndicats ont renoué le dialogue et ont abouti à un compromis. La **CCT de La Poste sera valable pour les nouvelles sociétés**. La Poste pourra **négocier des dérogations** au niveau des salaires, du temps de travail ou des vacances par le biais de convention d'affiliation, mais seulement en cas de pression subie par la concurrence. A ce titre, La Poste devra prouver aux syndicats ses difficultés économiques. Les négociations en vue de mettre sur pied la convention d'affiliation de CarPostal et SecurePost ont été agendées pour janvier 2005. Un terrain d'entente concernant la réorganisation du transport des envois postaux a également été trouvé

entre La Poste et les Syndicats. La suppression des 270 emplois se fera par le biais de départs volontaires ou de transfert dans d'autres unités. Les organes de décision de La Poste et des Syndicats ont donné le feu vert à un futur partenariat.<sup>20</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 01.04.2005  
PHILIPPE BERCLAZ

Dans le cadre de la restructuration des **centres de tri REMA**, la direction de La Poste a choisi les lieux qui accueilleront les centres de tri principaux. Ce sont Müllingen (ZH), Härkingen (SO) et Eclépens (VD). La commission paritaire de conciliation a présenté la **convention sur ExpressPost SA**, approuvée par la direction de La Poste et les syndicats.<sup>21</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 10.06.2006  
MAGDALENA BERNATH

Um dem wachsenden internationalen Wettbewerb zu begegnen, beabsichtigt die Post, ihren **Logistikbereich** (u.a. Paketpost, Expresssendungen (Swiss-Express), Kurierdienste (Swiss-Kurier) und Stückgutendungen) bis 2007 **in eine Aktiengesellschaft umzuwandeln**. Für die Angestellten der ausgelagerten Bereiche soll statt des Bundespersonalgesetzes neu ein spezieller „Gesamtarbeitsvertrag“ der Post gelten, den die Gewerkschaften mittragen. Bis auf geringfügige Unterschiede entspricht er den bisherigen Anstellungsbedingungen – mit Ausnahme des absoluten Kündigungsschutzes. Ein von der Post und den Gewerkschaften in Auftrag gegebenes Gutachten des Bundesamtes für Justiz (BJ) kam zum Schluss, dass die Auslagerung der Paketpost wegen ihres Grundversorgungsauftrags unzulässig ist. Gestattet wurde die Verselbständigung der Postautodienste per 1. Juli 2006.<sup>22</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 23.05.2007  
NICOLAS FREYMOND

En mai, la direction de Swisscom a annoncé un plan de **réorganisation complète de l'entreprise**, effectif dès le 1er août de l'année sous revue. La nouvelle structure résulte d'un changement de stratégie, désormais axée sur la clientèle, et non plus sur la technique. L'entreprise est réorganisée en unités par type de clientèle (« clients privés », « PME » et « grandes entreprises ») et œuvrera prioritairement à la conquête de clients de grande taille (notamment des multinationales basées en Suisse), à l'expansion en Europe de l'est avec le haut débit et au développement de l'offre en matière de télévision numérique. Cette restructuration prévoit également la suppression de 500 à 800 postes de travail par année sur cinq ans au moins. Les syndicats ont appelé les dirigeants à renoncer à des licenciements au profit des départs naturels et de reclassements à l'interne.<sup>23</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 05.11.2010  
NICOLAS FREYMOND

La Poste a répondu favorablement à la **demande de reconnaissance du Syndicat autonome des postiers (SAP)**, après que le TAF a confirmé qu'une telle décision relevait de la seule compétence de l'employeur. Fort de quelque 320 membres, le SAP a ainsi acquis le statut d'organisation représentative des collaborateurs et d'interlocuteur légitime de la direction de l'ancienne régie.<sup>24</sup>

## Raumplanung und Wohnungswesen

### Wohnungsbau und -eigentum

**ANDERES**  
DATUM: 26.02.2003  
MAGDALENA BERNATH

Ende Februar forderten die Gewerkschaft Bau und Industrie, der Mieterinnen- und Mieterverband und der Verband für Wohnungswesen ein **Impulsprogramm im Wohnungsbau**. Konkret verlangten sie die Aufstockung des Rahmenkredits für das WFG um CHF 160 Mio., Zugang zu subventionierten Wohnungen auch für Haushalte mit mittleren Einkommen sowie mehr Investitionen von Pensionskassen in den Wohnungsmarkt.<sup>25</sup>

## Sozialpolitik

### Bevölkerung und Arbeit

#### Arbeitsmarkt

ANDERES  
DATUM: 31.12.1998  
MARIANNE BENTELI

Ebenfalls im Sinn eines Pilotprojektes einigten sich die Sozialpartner des **Bauhauptgewerbes** zusammen mit dem BWA auf ein **Alters-Teilzeitmodell**. Über 60jährige Arbeitnehmer sollen bis zum ordentlichen Pensionierungsalter nur noch durchschnittlich 50 Prozent arbeiten müssen. Sie erhalten dafür 90 Prozent des letzten AHV-pflichtigen Grundlohnes. Zwei Drittel des Lohnes übernimmt der Arbeitgeber, ein Drittel die ALV. Als Gegenleistung müssen die Arbeitgeber für je zwei Altersteilzeitarbeitende zwei Lehrstellen schaffen oder für je vier einen Stellenlosen einstellen. Während der zweijährigen Pilotphase kann rund ein Viertel aller über 60jährigen Beschäftigten im Bauhauptgewerbe von diesem Modell profitieren.<sup>26</sup>

#### Löhne

ANDERES  
DATUM: 02.12.1992  
MARIANNE BENTELI

Die bereits in den Vorjahren beobachtete Tendenz, den Teuerungsausgleich nicht mehr automatisch zu gewähren, sondern an eine **Leistungskomponente** zu koppeln, verstärkte sich weiter. So einigten sich der Schweizerische Bankpersonalverband und die Banken auf ein neues Salärssystem nach Leistungskriterien. Auch Ciba-Geigy schaffte den Automatismus beim Teuerungsausgleich ab, erhöhte die Löhne generell lediglich um 3,5% und stellte weitere zwei Prozent der Lohnsumme für individuelle Einkommensanpassungen zur Abgeltung der persönlichen Leistung zur Verfügung.<sup>27</sup>

ANDERES  
DATUM: 03.12.1993  
MARIANNE BENTELI

Die Gewerkschaften stiegen mit der **Forderung nach mindestens dem vollen Teuerungsausgleich** in die traditionellerweise im Herbst stattfindenden Lohnverhandlungen, doch konnte dieser in den meisten Branchen wegen der anhaltend angespannten Wirtschaftslage nicht erreicht werden.<sup>28</sup>

ANDERES  
DATUM: 23.09.1995  
MARIANNE BENTELI

Für 1996 verlangten die Gewerkschaften Lohnerhöhungen von zwei bis drei Prozent. Sie argumentierten, die Reallöhne hätten in den letzten vier Jahren durchschnittlich um zwei Prozent abgenommen. Die wirtschaftliche Lage habe sich wieder verbessert, weshalb die Betriebe in der Lage seien, zumindest die von der Mehrwertsteuer verursachte Teuerung auszugleichen. Durch eine Erhöhung der Kaufkraft würde zudem die Konjunktur weiter angekurbelt. Die Arbeitgeber weigerten sich demgegenüber strikte, die Kompensation der mehrwertsteuerbedingten Teuerung als Arbeitgeberverpflichtung anzuerkennen. Zudem wollten sie Lohnerhöhungen nicht generell, sondern höchstens individuell gewähren. Als Zeichen für die vor allem auf Arbeitgeberseite **generell verhärteten Fronten bei den Lohnabschlüssen** wurde der Umstand gewertet, dass die Verhandlungen im Bankensektor erstmals scheiterten. Die Gewerkschaften wiesen das diesbezügliche Angebot der Arbeitgeber als völlig ungenügend zurück, worauf diese die Verhandlungen in die Betriebe verlegten und zu individuellen Lohnanpassungen übergingen.<sup>29</sup>

ANDERES  
DATUM: 14.12.1995  
MARIANNE BENTELI

Erneut Vertragskonflikte gab es im **Bauhauptgewerbe**. Die Gewerkschaften verlangten eine generelle Lohnerhöhung in der Grössenordnung von 2,5% sowie die im 1994 abgeschlossenen Landesmantelvertrag vorgesehenen zusätzlichen zwei Ferientage ab 1996. Der Schweizerische Baumeisterverband bot lediglich zwei Ferientage oder 0,8% Lohnerhöhung an. Nach drei Verhandlungsrunden war die Situation derart blockiert, dass die Gewerkschaften die Paritätische Schiedskommission anriefen, welche bestimmte, dass die Bauarbeiter ab 1996 1,4% mehr Lohn sowie zwei Ferientage zusätzlich erhalten.<sup>30</sup>

ANDERES  
DATUM: 04.12.1996  
MARIANNE BENTELI

Immer öfter werden die Lohnforderungen auch mit der **Erhaltung von Arbeitsplätzen** verquickt. In der Bauwirtschaft, wo seit 1992 rund 60 000 Arbeitsplätze gestrichen wurden, schlossen die Gewerkschaften und die Unternehmer ein "Bündnis für die Arbeit". Der Pakt anerkennt den Grundsatz, dass die Kaufkraft erhalten und damit die Deflationsgefahr gebannt werden soll. Die Gewerkschaften stimmten zu, keine über den Teuerungsausgleich hinausgehende Forderungen zu stellen. Dafür sieht die Übereinkunft vor, mittels Arbeitszeitverkürzungen und vorzeitigen Pensionierungen Arbeitsplätze zu sichern. Wirtschaftspolitisch verlangte die gemeinsame Arbeitnehmer- und Arbeitgeberplattform, dass die grossen Infrastrukturbauten rasch angegangen werden. In der chemischen Industrie verlangten die Gewerkschaften eine Lohnsteigerung von rund zwei Prozent, zeigten sich aber auch bereit, auf diesen Zuwachs zu verzichten, wenn mittels Arbeitszeitverkürzungen Stellen gesichert werden könnten. In drei Branchen der Metallverarbeitung einigten sich die Sozialpartner im Interesse der Arbeitsplatzhaltung auf eine Lohn-Nullrunde; im Carosseriebereich wurde eine ähnliche Entscheidung getroffen.<sup>31</sup>

ANDERES  
DATUM: 31.12.1996  
MARIANNE BENTELI

Zum Auftakt der Lohnrunde für 1997 verlangten die Gewerkschaften mindestens eine Teuerungszulage von 1% und dort, wo der Betriebsertrag es ermöglicht, 0,5% Realloohnerhöhung. Hauptargument der Gewerkschaften war, dass Lohnerhöhungen unter 1,5% die Deflationstendenzen verstärken könnten. Arbeitgeberverbandsdirektor Hasler hielt eine Erhöhung der Lohnsumme von 1% zum Teuerungsausgleich zwar für realistisch, machte aber klar, dass es keine generellen, sondern nur noch individuelle, **leistungsbezogene Lohnerhöhungen** geben werde und auch Lohnsenkungen durchaus möglich seien.<sup>32</sup>

ANDERES  
DATUM: 15.10.1998  
MARIANNE BENTELI

Nachdem Arbeitgeberdirektor Hasler im Sommer hatte verlauten lassen, nach den sieben "mageren Jahren" würden angesichts des Wirtschaftsaufschwungs Realloohnerhöhungen wieder drin liegen, verlangten die Arbeitnehmerverbände **generelle Lohnerhöhungen** um 1,5%, für besonders wachstumsintensive Branchen sogar um 2-3%. Eine breit gestreute Anhebung der Löhne lehnten die Arbeitgeber aber ab; sie wollten diese vielmehr von den Branchen, dem Geschäftsgang der einzelnen Betriebe und von den individuellen Leistungen der Lohnempfänger abhängig machen.<sup>33</sup>

ANDERES  
DATUM: 31.12.2000  
MARIANNE BENTELI

Der Lohnstreit auf dem Bau spitzte sich in den ersten Monaten des Berichtsjahres weiter zu. Der Aufschwung im **Bauhauptgewerbe** mit seinen rund 100'000 Beschäftigten – wovon rund zwei Drittel in der Gewerkschaft Bau und Industrie (GBI) organisiert – und anstehende Grossprojekte (NEAT, Expo) stärkten die Stellung der Gewerkschaften, die nun offen mit Streik drohten, falls die Baumeister die Ende des Vorjahres ausgehandelten Bedingungen nicht akzeptieren sollten. Schliesslich schaltete sich Bundesrat Couchepin ein, der befürchtete, der Lohnstreit könnte sich negativ auf die Abstimmung über die bilateralen Verträge mit der EU auswirken, da ohne gültigen GAV die im Vorjahr mühsam ausgehandelten Massnahmen gegen Lohndumping hinfällig und damit die Unterstützung durch die Gewerkschaften unsicher würden. An dem von Couchepin einberufenen runden Tisch einigten sich die Sozialpartner auf jene Vereinbarung, die sie bereits Ende des Vorjahres ausgearbeitet hatten, welche der Baumeisterverband im Januar aber überraschend platzen liess: den Bauarbeitern wurde eine generelle Lohnerhöhung von 100 Fr. zugestanden, dafür machten die Gewerkschaften die Kündigung des Landesmantelvertrages rückgängig und akzeptierten mehr Flexibilität bei den Gleitstunden. Für 2001 handelten die Sozialpartner eine generelle Lohnerhöhungen um 160 Fr. plus individuelle Lohnanpassungen um 40 Fr. aus; die Gesamtlohnsumme steigt damit um rund 4,4%.<sup>34</sup>

## Arbeitszeit

ANDERES  
DATUM: 18.11.1997  
MARIANNE BENTELI

Der SMUV bot den Arbeitgebern der **Metall- und Maschinenindustrie** für den neu auszuhandelnden Gesamtarbeitsvertrag einen Tausch an: Flexiblerer Einsatz der Arbeitskräfte gegen eine Verkürzung der Arbeitszeit um 10% ohne Lohnabbau. Er präsentierte dazu ein **Jahres-Arbeitszeit-Modell**. Nationalrat und Volkswirtschaftler Strahm (sp, BE) bezeichnete eine Arbeitszeitverkürzung bei gleichbleibendem Lohn als wirtschaftlich durchaus tragbar. Das neue Modell verbessere die Arbeits- und Kapitalproduktivität, da flexiblere Arbeitszeiten eine längere Nutzung der Maschinen ermöglichen. Dies bringe enorme Gewinne, weil die Kapitalkosten pro Arbeitsstunde und Stück gesenkt würden. Der Vorschlag sei in sich selber finanziert und eine enorme Chance für die Flexibilisierung der Arbeitszeiten in der Industrie. Die Arbeitgeberseite lehnte generelle Arbeitszeitverkürzungen kategorisch ab und bezweifelte den vom SMUV vorgerechneten Produktivitätsgewinn. Das neue Modell würde die Arbeit verteuern und viele Mitgliederfirmen schwer in ihrer Konkurrenzfähigkeit treffen. Erste Gespräche zwischen Arbeitgebern und Gewerkschaft fanden im Dezember statt.<sup>35</sup>

## Kollektive Arbeitsbeziehungen

ANDERES  
DATUM: 20.06.1991  
MARIANNE BENTELI

Der Arbeitgeberverband der Schweizerischen **Maschinenindustrie** (AMS) und der SMUV kamen sich wieder näher. Gemeinsam veröffentlichten sie sechs Innovationsthesen, mit welchen der Mensch vermehrt in den Mittelpunkt der Arbeitswelt gerückt und die Autonomie am Arbeitsplatz gefördert werden soll. Da die Thesen vom AMS mitunterzeichnet worden sind, betrachtet der SMUV sie als wichtige Verhandlungsbasis für den nächsten GAV, in dem Mitbestimmung und Information sowie Aus- und Weiterbildung der Arbeitnehmer verpflichtend festgesetzt werden sollen.<sup>36</sup>

ANDERES  
DATUM: 31.12.1991  
MARIANNE BENTELI

Kein neuer GAV kam zwischen dem Verein der **Buchbindereien der Schweiz** und der Gewerkschaft Druck und Papier (GDP) zustande. Ein bereits verabschiedeter GAV war – da er unterschiedliche Mindestlöhne für Frauen und Männer vorsah – von Gewerkschafterinnen der GDP vor Gericht erfolgreich als Verstoss gegen den Gleichstellungsartikel in der Bundesverfassung angefochten worden.

ANDERES  
DATUM: 17.01.1992  
MARIANNE BENTELI

**Aus Protest gegen den vertragslosen Zustand und den von Arbeitgeberseite vorgeschlagenen Abbau der Lohn- und Arbeitsbedingungen traten im Januar rund 180 Arbeitnehmer aus sieben Betrieben des Marmor- und Granitgewerbes in einen unbefristeten Streik.** Der dabei demonstrierte Kampfwille führte zu einem teilweisen Einlenken der Arbeitgeber, welche sich zu einer vorläufigen Wiedereinsetzung des alten Gesamtarbeitsvertrages sowie zu Konzessionen beim Teuerungsausgleich bereit erklärten.<sup>37</sup>

ANDERES  
DATUM: 16.12.1992  
MARIANNE BENTELI

Der SMUV und die Arbeitgeber einigten sich auf einen **neuen GAV in der Uhren- und Mikroelektronikindustrie**. Der Vertrag – der rückwirkend auf den 1. Oktober 1991 in Kraft trat – hat eine Laufzeit von fünf Jahren und betrifft rund 30 000 Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, denen er Verbesserungen bei der Ferien- und Feiertagsregelung, höhere Arbeitgeberbeiträge an die Krankenversicherung sowie eine Ausdehnung des Mutterschaftsurlaubs auf 14 Wochen bringt. Auch in der Metallbranche konnte ein neuer GAV abgeschlossen werden, der auf Anfang 1993 in Kraft tritt und für über 20 000 Beschäftigte in rund 2400 Betrieben gilt. Trotz Widerstand der welschen Wirte kam im Gastgewerbe nach langem Tauziehen ebenfalls ein neuer GAV zustande. In der chemischen Industrie setzte sich der Wunsch der Arbeitgeber nach jährlichen Lohnrunden und damit nach Abschaffung des automatischen Teuerungsausgleichs durch.<sup>38</sup>

ANDERES  
DATUM: 31.12.1992  
MARIANNE BENTELI

Knapp am vertragslosen Zustand vorbei ging hingegen das **Bauhauptgewerbe** mit seinen rund 150 000 Arbeitnehmern. Die Arbeitgeber und Gewerkschaften einigten sich erst in letzter Minute auf einen Kompromiss beim Teuerungsausgleich und der Arbeitszeit und beschlossen, den 1993 auslaufenden Landesmantelvertrag bis Ende 1994 zu verlängern. Beim Bodenpersonal der Swissair spitzte sich der Konflikt zwischen Geschäftsleitung und VPOD weiter zu. Nach einer Streikdrohung beschloss Swissair, den neuen GAV allein mit dem konzilianteren Schweizerischen Kaufmännischen Verband abzuschliessen und dem VPOD-organisierten Personal lediglich Einzelarbeitsverträge anzubieten. Mit einer superprovisorischen Verfügung, welche die Swissair nicht anfocht, erreichte der VPOD, dass seine Mitglieder in diesen individuellen Verträgen nicht schlechter gestellt werden dürfen als SKV-Mitglieder oder nicht organisierte Arbeitnehmer, die dem GAV unterstehen. Auch beim neuen GAV für die rund 300 Beschäftigten der Flugsicherung konnte keine Einigkeit erzielt werden. Obgleich nur drei der vier Personalverbände dem neuen Vertrag zustimmten, wird er dennoch Anfangs 1993 in Kraft gesetzt.<sup>39</sup>

ANDERES  
DATUM: 05.11.1993  
MARIANNE BENTELI

Angesichts der nach wie vor desolaten Auftragslage wollten die Arbeitgeber im **Baugewerbe** den im Landesmantelvertrag (LMV) vereinbarten automatischen Teuerungsausgleich von 3% nicht mehr gewähren und schlossen eine frühzeitige Kündigung des bis Ende 1994 laufenden LMV nicht aus. Die Gewerkschaften drohten ihrerseits mit dem "grössten Arbeitskonflikt seit den 40er Jahren", wenn die Arbeitgeber die getroffenen Abmachungen nicht einhielten. Die Lage entspannte sich kurz vor Jahresende, als für das Bauhauptgewerbe mit seinen rund 120 000 Beschäftigten eine durchschnittliche Lohnerhöhung von 2,2% vereinbart wurde.<sup>40</sup>

ANDERES  
DATUM: 30.05.1994  
MARIANNE BENTELI

Mit einer nationalen Grosskundgebung wiesen die beiden Gewerkschaften Bau und Industrie (GBI) und Christlicher Holz- und Bauarbeiterverband (CHB) Ende Mai in Bern auf die **Bedeutung der GAV für die Sozialpartnerschaft** hin. Wenn bei den GAV auf Betreiben der Arbeitgeber weiter dereguliert werde, so kippe das System der Partnerschaft in Arbeitskonflikte und "innere Kündigung", warnte GBI-Präsident Vasco Pedrina.<sup>41</sup>

ANDERES  
DATUM: 17.09.1994  
MARIANNE BENTELI

15 Monate nach Ratifizierung des "Krisenartikels" in der Maschinen- und Metallindustrie forderte die Gewerkschaft SMUV dessen Abschaffung auf Ende 1995. Der ökonomische Wiederaufschwung sei da, weshalb die Anwendung dieses Artikels zur Überwindung kurzfristiger konjunktureller Probleme einzelner Firmen nicht mehr angebracht sei. Allerdings mussten auch die Gewerkschaften eingestehen, dass sich der "**Krisenartikel**" generell bewährt habe und verantwortungsvoll damit umgegangen worden sei.<sup>42</sup>

ANDERES  
DATUM: 12.12.1994  
MARIANNE BENTELI

Zu den härtesten Arbeitsvertragsverhandlungen des Berichtsjahres kam es im **graphischen Gewerbe**, wo der 1988 zwischen dem Schweizerischen Verband Graphischer Unternehmer (SVGU) einerseits und der Gewerkschaft Druck und Papier (GDP), der Schweizerischen Graphischen Gewerkschaft (SGG) und dem Schweizerischen Lithographenbund (SLB) abgeschlossene GAV Ende August auslief. Nachdem eine erste Verhandlungsrunde gescheitert war, sprachen sich die Gewerkschafter in einer Urabstimmung zu 95% (bei einer Stimmbeteiligung von rund 46%) für Kampfmassnahmen aus. Nach ersten Protestaktionen gegen die vom SVGU geplante Senkung der Schichtzulagen und der Mindestlöhne, welche durch eine Flexibilisierung der Arbeitszeiten noch verschärft werden sollten, kam es am 3. November zu einem **landesweiten 24-stündigen Warnstreik**, der die graphischen Betriebe und insbesondere die Zeitungsverlage stark beeinträchtigte. Über 10 000 Druckerinnen und Drucker legten die Arbeit in dieser grössten Streikbewegung seit 1980 nieder.

Die Arbeitgeber, welche den Gewerkschaften diese Mobilisierungskraft offenbar nicht zugetraut hatten, boten diesen umgehend ein **erweitertes Verhandlungsangebot** an, welches Nachgeben bei den Schichtzulagen und den Mindestlöhnen, nicht aber bei den Arbeitszeiten signalisierte. Ende November erarbeitete eine Arbeitsgruppe der Sozialpartner einen Vertragstext, welcher in den Hauptpunkten den "nachgebesserten" Vorschlägen der Arbeitgeber entsprach. Bis zum Ende des Berichtsjahres konnte jedoch keine definitive Einigung erzielt werden.<sup>43</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 17.12.1994  
MARIANNE BENTELI

Auch bei den Verhandlungen über die Erneuerung des Ende 1994 auslaufenden Landesmantelvertrages für das **Bauhauptgewerbe**, welcher die Arbeitsbedingungen von rund 120 000 Beschäftigten regelt und darüber hinaus Signalwirkung für verwandte Wirtschaftszweige hat, konnten sich Gewerkschaften und Arbeitgeber lange auf keinen Kompromiss einigen. Die Gewerkschaften verlangten eine Realloohnerhöhung von 2% und zwei zusätzliche Ferientage, welche der Schweizerische Baumeisterverband (SBV) nicht gewähren wollte. Auch der von den Gewerkschaften im Gegenzug angebotene Verzicht auf einen automatischen Teuerungsausgleich bis 3% konnte die Arbeitgeber vorerst nicht umstimmen. Ende November kam es dann aber zu einer Vereinbarung, welche in den wesentlichen Punkten den Vorstellungen der Gewerkschaften entsprach.<sup>44</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 23.11.1995  
MARIANNE BENTELI

Die **Swissair** kündigte im Frühling den GAV mit der Pilotengewerkschaft (Aeropers) auf Ende Jahr. Der Streit um einen neuen GAV wurde von beiden Seiten verbissen geführt. Ende Jahr drohte der Berufsverband des Cockpit-Personals mit einer Vollversammlung, was einem Warnstreik gleichkommen würde, da an der Vollversammlung alle Verbandsmitglieder – im Fall von Swissair 98% der Piloten – anwesend sein müssen. Die Swissair konterte dies, indem sie ihre Tochtergesellschaft Crossair enger an die Mutterfirma anband, wodurch sie vom niedrigeren Lohnniveau der Crossair-Piloten profitieren kann.<sup>45</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 07.12.1995  
MARIANNE BENTELI

Im **Gastgewerbe** war es die Gewerkschaft, welche den seit 1992 gültigen Vertrag auf Mitte 1996 kündigte. Die Union Helvetia warf den Arbeitgebern Vertragsbruch vor, weil diese sich weigerten, die gemäss GAV verbindliche jährliche Anpassung der Löhne an die veränderten Lebenskosten vorzunehmen.<sup>46</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 01.04.1996  
MARIANNE BENTELI

Seit dem 1. April herrscht auch im **Schreinergerbe** ein vertragsloser Zustand, da die Arbeitgeber den gewerkschaftlichen Kompromissvorschlag, die Teuerung ab 1. März mit 1,5% auszugleichen, ablehnten.<sup>47</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 16.08.1996  
MARIANNE BENTELI

Die "Swissfashion", der Arbeitgeberverband der **Bekleidungsindustrie**, kündigte auf Ende 1996 erstmals den seit 1946 bestehenden, immer wieder erneuerten GAV. Offensichtlicher Grund für die Kündigung war die Weigerung der Arbeitnehmervertreter, dem Gesuch der Tessiner Arbeitgeber um eine sofortige Vertragsverschlechterung zuzustimmen. Die Arbeitgeber hatten für alle Betriebe im Tessin den generellen Verzicht auf 50% des 13. Monatslohns, die Streichung von drei Tagen Ferien und keine Lohnanpassungen für 1997 verlangt.<sup>48</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 07.09.1996  
MARIANNE BENTELI

Der neue GAV für das Kabinenpersonal brachte der **Swissair** 7 Mio Fr. Einsparungen und den Betroffenen sichere Löhne für drei Jahre. Der Grossteil der Einsparungen wird durch die Flexibilisierung der Einsatzbedingungen der Flight Attendants erreicht. Im Gegenzug zu diesen Zugeständnissen des Verbandes des Kabinenpersonals (Kapers) war die Swissair bereit, den neuen Vertrag trotz der angespannten Wirtschaftslage für drei Jahre von 1997 bis 1999 ohne Kündigungsmöglichkeit abzuschliessen. Damit sind das Lohnsystem und auch die Lohnhöhen für die zu 90% in der Kapers organisierten rund 3500 Flight Attendants garantiert.<sup>49</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 28.11.1996  
MARIANNE BENTELI

Die auf den 30. Juni des Berichtsjahres erfolgte vorzeitige Kündigung des GAV im **Gastgewerbe** hatte für die Beschäftigten zum Teil einschneidende Folgen. Die Union Helvetia, welche mit diesem Schritt den 1992 vereinbarten, jedoch vielerorts nicht gewährten jährlichen Teuerungsausgleich durchsetzen wollte, musste sich den Vorwurf gefallen lassen, dem Gastgewerbepersonal damit einen Bärendienst erwiesen zu haben. Besonders strukturschwächere Gastronomiebetriebe nutzen den vertragslosen Zustand, um ihren Angestellten neue Verträge mit deutlich schlechteren Arbeitsbedingungen aufzuzwingen, obgleich der Schweizer Hotelierverein und der Arbeitgeberverband Gastro Suisse ihre Mitglieder ermahnt hatten, die Situation nicht über Gebühr auszunutzen.<sup>50</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 06.12.1996  
MARIANNE BENTELI

Der "Krisenartikel" in der **Maschinenindustrie** bleibt bis 1998 in Kraft. Dies entschied das von der Gewerkschaft SMUV angerufene Schiedsgericht.<sup>51</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 14.12.1996  
MARIANNE BENTELI

Zu einem erfolgreichen Ende kamen die Verhandlungen zwischen den **Journalisten** und den Verlegern. Der neue GAV bringt eine leichte, teuerungorientierte Erhöhung aller Mindestansätze. Der automatische Teuerungsausgleich findet nicht mehr statt, er wird durch jährliche Verhandlungen ersetzt. Die Festsetzung der wöchentlichen Arbeitszeit ist Sache der Unternehmungen. Den Tessiner Verlegern wurde die Kompetenz für Sonderregelungen eingeräumt, doch müssen diese den Rahmenbedingungen Rechnung tragen. Ebenfalls unterzeichnet wurde ein neuer GAV in der **Uhrenindustrie**, der bis ins Jahr 2001 den Arbeitsfrieden in dieser Branche erhalten soll. Er bringt eine Erhöhung der Ferienzeit und das Recht auf eine schrittweise Pensionierung (Reduzierung der Arbeitszeit bis zu 20% zwei Jahre vor Erreichen des Pensionsalters). Weitere Neuerungen sind die Erhöhung der Familienzulagen, ein unbezahlter Weiterbildungsurlaub mit Anrecht auf Weiterbeschäftigung sowie der explizite Schutz gegen sexuelle Belästigungen.<sup>52</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 11.10.1997  
MARIANNE BENTELI

Seit dem 1. Juli 1996 herrscht ein vertragsloser Zustand in **Hotellerie und Gastgewerbe**. Während einige Hoteliers und Restaurateure diesen Umstand dazu benutzten, mit Änderungskündigungen die Lohnschraube anzuziehen, Ferien zu streichen oder die Arbeitszeiten zu erhöhen, konnte die zuständige Gewerkschaft Union Helvetia den Arbeitgebern keine Konzessionen in bezug auf den 13. Monatslohn, der fünften Ferienwoche und der Bemessung der Mindestlöhne entlocken.<sup>53</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 17.12.1997  
MARIANNE BENTELI

Prägnant formulierten auch die Gewerkschaft Bau und Industrie (GBI) sowie der Christliche Bau- und Holzarbeiterverband (CHB) ihre Vorstellungen im Hinblick auf die Verhandlungen über einen neuen Landesmantelvertrag für das Schweizer **Bauhauptgewerbe**. Sie schlugen eine spürbare Senkung der jährlichen Arbeitszeit, Aufhebung der Stunden zugunsten von Monatslöhnen, die Umwandlung der Überstunden in eine Zeitgutschrift anstatt einer Auszahlung sowie Frühpensionierungen vor, bitten damit bei den Arbeitgebern allerdings vor allem in der Frage der Arbeitszeitverkürzung auf Granit. Die Gewerkschaften erhielten letztlich nur eine Verkürzung der Arbeitszeit von 13 Stunden pro Jahr und eine Lohnanpassung von 30 Fr. pro Monat in der Zone Stadt (Genf, Basel, Zürich und Bern). Im Gegenzug mussten sie den Arbeitgebern eine grössere Flexibilisierung der Arbeitszeit zugestehen. Die Gewerkschaften schlossen den neuen Landesmantelvertrag allerdings nur für ein Jahr ab, da sie - auf eine verbesserte Wirtschaftslage hoffend - für 1999 einen neuen GAV mit den Arbeitgebern aushandeln möchten. Einzige wirkliche Neuerung war die Möglichkeit, ab dem 60. Altersjahr die Arbeitszeit auf 50% zu reduzieren und dafür 90% des Normallohnes zu erhalten.<sup>54</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 30.06.1998  
MARIANNE BENTELI

Hart umkämpft war auch die Aushandlung eines neuen GAV in der **Maschinenindustrie**, der rund 130 000 Arbeitnehmer betrifft. Die Gewerkschaft SMUV hatte ursprünglich eine Reduktion der Arbeitszeit auf 36 Stunden pro Woche verlangt, dann aber ihre Forderung auf schrittweise Arbeitszeitverkürzung von 40 auf 38 Stunden bis ins Jahr 2001 reduziert. Der Abschluss wurde dadurch erschwert, dass die involvierten Gewerkschaften (SMUV für die Arbeiter, CMV/LFSA sowie VSAM/SKV für die Angestellten) nicht am gleichen Strick zogen. Angesichts der gespaltenen Haltung der Arbeitnehmervertreter setzten sich schliesslich die Arbeitgeber in der umstrittenen Frage der **Arbeitszeit** durch. Als Gegenleistung zu einer Aufwertung der Berufs- und Weiterbildung, zu verbesserten Mitwirkungsmöglichkeiten und zu geringfügigen Verbesserungen bei der Ferienregelung wurde die 40-Stunden-Woche generell beibehalten, jedoch **flexibel ausgestaltet** und mit einem Langzeitkonto für Arbeitszeit ausgestattet, das es den Arbeitnehmern gestatten soll, Überzeit für Ferien, Ausbildung oder Frühpensionierung in Anspruch zu nehmen. Die SMUV-Delegierten wiesen den neuen GAV vorerst einstimmig als zu wenig weit gehend zurück. Nachdem die Delegiertenversammlung des VSAM den GAV aber sehr deutlich angenommen hatte, schwenkte der SMUV - wenn auch zähneknirschend - ein, um im Gewerkschaftslager nicht isoliert zu werden. Dank dem Einlenken des SMUV konnte der neue GAV auf den 1. Juli in Kraft gesetzt werden.<sup>55</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 17.11.1998  
MARIANNE BENTELI

Typisch für die Entwicklung der letzten Jahre, wo starre GAV zunehmend durch flexible Rahmenübereinkommen ersetzt werden, gestalteten sich die Bemühungen in der **graphischen Branche**. Den Ende April 1999 auslaufenden GAV zu erneuern, erwies sich als ziemlich schwierig. Während die Gewerkschaften einen neuen GAV mit verbindlichen Vorgaben verlangten, waren die Arbeitgeber nur zum Abschluss einer flexiblen Rahmenvereinbarung bereit. Ihnen schwebte als Vorbild eines neuen Vertrages das Abkommen in der Maschinenindustrie vor. Erste Gespräche verliefen denn auch ziemlich ergebnislos.<sup>56</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 11.11.1998  
MARIANNE BENTELI

Nach über zwei Jahren vertragslosen Zustandes verabschiedeten die Sozialpartner im **Gastgewerbe** einen neuen, auf sechs Monate kündbaren Gesamtarbeitsvertrag (GAV). Die ausgehandelten Arbeitsbedingungen gingen tendenziell eher hinter den zuletzt geltenden GAV zurück. Wesentlich ist die Flexibilisierung der Arbeitszeiten. In kleinen Unternehmen (bis vier Angestellte) beträgt die durchschnittliche wöchentliche Arbeitszeit 41 Stunden, in grösseren 45 Stunden; saisonale Abweichungen nach oben sollen durch vermehrte Ferien abgegolten werden.<sup>57</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 01.10.1999  
MARIANNE BENTELI

Ebenfalls zu keiner Einigung kam es im **Bankensektor**. Die Verhandlungen um einen neuen GAV scheiterten an der Forderung der Arbeitnehmerverbände nach drei zusätzlichen Ferientagen.<sup>58</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 24.12.1999  
MARIANNE BENTELI

Auch im **Bauhauptgewerbe** konnten sich die Gewerkschaften und die Arbeitgeber vorerst nicht auf Lohnanpassungen einigen. Gestritten wurde vor allem um das Verhältnis zwischen generellen und individuellen Salärerhöhungen sowie über zusätzliche Gleitstunden. Die Gewerkschaften drohten, wenn nicht alle Bauarbeiter mindestens 100 Fr. mehr Lohn erhielten, würden sie, erstmals seit zwanzig Jahren, den Landesmantelvertrag kündigen. Kurz vor Weihnachten sah es nach einem Durchbruch aus, der vor allem den gewerkschaftlichen Forderungen entsprochen hätte, doch stand die Zustimmung der Baumeister bis Ende Jahr aus. Die Gewerkschaften machten daraufhin mit ihrer Kündigung Ernst, erklärten sich aber bereit, diese zurückzuziehen, falls die Arbeitgeber innert nützlicher Frist den getroffenen Abmachungen zustimmen sollten.<sup>59</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 31.12.1999  
MARIANNE BENTELI

Nur wenige Tage vor Auslaufen des alten GAV einigten sich die Sozialpartner in der **Druckindustrie** auf einen neuen Vertrag für die nächsten fünf Jahre. Den Gewerkschaften gelang es dabei nicht, einen umfassenden Branchenvertrag auszuhandeln, der auch das Speditions- und das technische Redaktionspersonal umfasst hätte. Ebenso mussten sie ihre Forderung nach einer generellen Lohnerhöhung von 200 Fr. aufgeben und Zugeständnisse bei der Arbeitszeitflexibilisierung machen. Die Arbeitgeber sicherten dafür zu, die tiefsten Löhne bis 2002 auf 3000 Fr. anzuheben. Zudem verzichteten sie auf ihre Forderung nach einem Rahmenvertrag, der nach Regionen und Betrieben vor allem lohnässig Abweichungen gestattet hätte. Neu wurden die jährlichen Lohnanpassungen vollständig in die Betriebe delegiert. Diese Ergebnisse gingen der Basis der Mehrheitsgewerkschaft „Comedia“ zu wenig weit; mit einem dreistündigen Warnstreik verlangte sie Nachverhandlungen insbesondere bei der Realloohnerhöhung sowie beim Einbezug des Speditionspersonals in den GAV. Als letztere Forderung von den Arbeitgebern akzeptiert wurde, stimmte die „Comedia“ dem neuen GAV zu.<sup>60</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 03.02.2000  
MARIANNE BENTELI

Ein harter Kampf um Lohn und Arbeitszeit spielte sich zwischen der **Crossair** und der Pilotengewerkschaft CCP ab. Obgleich letztere im Mai zugesagt hatte, den GAV weiterzuführen, bis zum Erscheinen einer von ihr bei der Universität St. Gallen in Auftrag gegebenen Studie über die Arbeitsbedingungen bei der zweitgrössten Schweizer Fluggesellschaft, die als Grundlage für die Verhandlungen dienen sollte, kündigte die CCP den GAV zuerst auf Ende Juni und dann auf Ende August und drohte mit Streikbewegungen. Im November einigten sich Crossair und CCP auf einen neuen, für die nächsten fünf Jahre nicht kündbaren GAV, der dem Cockpitpersonal Verbesserungen im Lohn-, Sozialversicherungs- und Ferienbereich bringt.<sup>61</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 08.03.2000  
MARIANNE BENTELI

Ein Lohnstreik in der Basler Zentralwäscherei (Zeba) forderte letztlich ein politisches Opfer, das von den Gewerkschaften so wohl nicht gewollt war. Die seit 1994 privatisierte Zeba, in welcher der Kanton Mehrheitsaktionär ist, hatte dem Personal Änderungskündigungen zugestellt, die zu drastischen Lohnsenkungen (von 4'200 auf 3'100 Fr.) für jene Personen geführt hätten, die noch vor der Privatisierung angestellt worden waren. Für die soziale Abfederung dieser Massnahme war der Zeba-Verwaltungsrat bereit, 2 Mio Fr. aufzuwerfen. Nachdem sich die eigentlich nicht als Vertragspartnerin registrierte GBI in den Konflikt eingeschaltet und mit Arbeitskampf gedroht hatte, wurde die Situation für die Zeba-Verwaltungsratspräsidentin, die Basler SP-Regierungsrätin Veronika Schaller, immer ungemütlicher. Nach einem Warnstreik im März legte der Verwaltungsrat die Änderungskündigungen vorderhand auf Eis und stellte zusätzliche 1,5 Mio Fr. für den Sozialplan in Aussicht, allerdings nur unter der Bedingung, dass sich die Sozialpartner bis Ende Mai über die Verwendung der 3,5 Mio Fr. einigen. Nachdem die Frist ergebnislos abgelaufen war, sprachen sich Ende Juni die gewerkschaftlich organisierten Mitarbeiter in einer Urabstimmung für einen unlimitierten Streik aus, falls das Unternehmen die Änderungskündigungen nicht definitiv zurücknehme, wodurch sich die Gewerkschaften GBI und VPOD in ihrer harten Haltung bestätigt sahen.

Der Verwaltungsrat hielt an den Kündigungen fest, nahm seine Zusage für 1,5 zusätzliche Mio Fr. zurück, garantierte aber, dass **keine Bruttolöhne unter 3'000 Fr.** bezahlt würden. Der Direktor des Gewerbeverbandes Basel-Stadt und Nationalrat Eymann (Ips, BS) sowie der Präsident des SGB des Kantons erhielten anfangs Juli ein Vermittlungsmandat bis Ende September. GBI und VPOD verweigerten aber das Gespräch, obgleich die Vermittler nun nicht mehr minimale Brutto- sondern **Nettolöhne von mindestens 3'000 Fr.** zusagten, und eine externe Beraterfirma dem Verwaltungsrat attestiert hatte, betriebswirtschaftlich sei der Spielraum, um im ungelerten Bereich Löhne über dem Marktniveau zahlen zu können, gering. Entnervt trat Ende Oktober Regierungsrätin Schaller mit sofortiger Wirkung als Präsidentin des Zeba-Verwaltungsrates zurück. Die **politische Quittung** folgte aber auf dem Fuss. Ende November wurde Schaller bei den Erneuerungswahlen für den Basler Regierungsrat abgewählt. Ihre **Wahlniederlage** kostete die SP einen Sitz und begründete den bürgerlichen Wahlsieg in Basel-Stadt. Am 29. November traten die Mitarbeitenden der Zeba in einen **unbefristeten Streik**, obgleich der Zeba-Verwaltungsrat weitere Konzessionen gemacht hatte. Am 4. Dezember wurde der Streik beendet, nachdem sich die Gewerkschaften mit ihren Hauptforderungen durchgesetzt hatten.<sup>62</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 04.09.2001  
MARIANNE BENTELI

Anders als im Vorjahr bei der SBB ging die Aushandlung des ersten GAV für die rund 50'000 Mitarbeitenden der **Post**, die ab 2002 obligationenrechtlich angestellt sind, nicht so schlank über die Bühne. Während die christliche Gewerkschaft Transfair der Regelung deutlich zustimmte, meldeten die Westschweizer und Tessiner Sektionen der Gewerkschaft Kommunikation Widerstand an. Dank grosszügiger Ferienregelung und einer Garantie der bisherigen Löhne bis 2004 stimmte aber doch eine Mehrheit dem GAV zu.<sup>63</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 24.11.2001  
MARIANNE BENTELI

Die Gewerkschaft SMUV warf der **Maschinenindustrie** eine „Verluderung der Sitten“ vor, weil bei Massenentlassungen die Pflicht zur Information und Konsultation der Arbeitnehmenden weitgehend ausgehöhlt werde. In rund 30 Abbaufällen des laufenden Jahres sei das im OR und im GAV vorgesehene Konsultationsverfahren missachtet worden. Die Gewerkschaft verlangte deshalb eine verschärfte Informations- und Offenlegungspflicht im OR und im GAV.<sup>64</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 11.10.2002  
MARIANNE BENTELI

Ende 2003 läuft der erste GAV zwischen der **Swisscom** und den Gewerkschaften aus. Vorzeitig gegenüber dem normalen Verhandlungsrhythmus bat die Swisscom bereits im September die Personalverbände um neue Gespräche. Diese endeten nach zwei Runden mit einem Eklat: Die Gewerkschaftsvertreter verliessen den Verhandlungstisch unter Protest und verweigerten jede weitere Diskussion. Sie zeigten sich empört ob der Absicht der Swisscom, mit den Gewerkschaften nur noch einen Rahmen-GAV abzuschliessen, die konkreten Arbeitsbedingungen aber in Betriebsvereinbarungen zu regeln, wodurch die Gewerkschaften von den Verhandlungen ausgeschlossen würden, da diese zwischen dem Arbeitgeber und den Betriebskommissionen geführt werden. Gemäss den Gewerkschaften will sich die Swisscom mit diesem Ansinnen von der bisherigen Sozialpartnerschaft verabschieden, die Löhne individualisieren und durch

den Abbau von Regeln den Arbeitsdruck auf die Beschäftigten erhöhen. Das Vorgehen sei eine gravierende Verletzung des Telekommunikationsunternehmungsgesetzes (TUG); dieses wurde bei der Umwandlung des öffentlichen Betriebes Swisscom in eine privatrechtliche Aktiengesellschaft erlassen und schreibt vor, dass das Unternehmen einen GAV abschliesst. Die Swisscom erklärte ihrerseits, sie sei an einer guten Sozialpartnerschaft nach wie vor interessiert, wolle aber ein innovatives Modell einführen, das die neue Gruppenstruktur besser abbildet und den Gruppengesellschaften grössere Flexibilität in der Ausgestaltung ihrer Arbeitsverhältnisse einräumt.<sup>65</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 31.12.2002  
MARIANNE BENTELI

Nach langen Verhandlungen, rhetorischen Giftpfeilen auf beiden Seiten, Streiks und Demonstrationen einigten sich die Sozialpartner der **Bauwirtschaft** Mitte November auf einen neuen Gesamtarbeitsvertrag, welcher das **Rentenalter** der Bauarbeiter schrittweise auf **60 Jahre** senkt. Der neue GAV tritt auf den 1. Juli 2003 in Kraft, allerdings nur unter der von den Baumeistern eingebrachten Bedingung, dass ihn der Bundesrat bis zu diesem Datum für die ganze Branche allgemeinverbindlich erklärt. In einem letzten Verhandlungsmarathon setzten die Gewerkschaften GBI und Syna die Rentenhöhe von 70% des letzten Bruttolohns (plus 6'000 Fr. Sockelbeitrag) durch. Im Gegenzug erreichten die Baumeister, dass die Arbeitgeberbeiträge (4% der Lohnsumme) bis 2011 nicht erhöht werden. Es wurde vereinbart, dass externe Experten 2005 überprüfen, ob die vorgesehenen Beiträge zur längerfristigen Finanzierung der Renten ausreichen. Falls dies nicht der Fall sein sollte, müssten die Renten gesenkt oder die Arbeitnehmerbeiträge erhöht werden. Kaum bestritten war der neue **Landesmantelvertrag**, der am 1. April 2003 in Kraft tritt. Er sieht vor, dass 2003 ein Teuerungsausgleich von 1,2%, aber keine Realloohnerhöhung ausgerichtet wird; diese wird erst 2004 bei guter Konjunktur fällig.<sup>66</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 31.12.2002  
MARIANNE BENTELI

Die Gewerkschaft SMUV präsentierte ihre Forderungen für die Verhandlungen zur Gesamterneuerung des GAV der **Maschinenindustrie**. Da die Erfahrungen der letzten 10 Jahre gezeigt hätten, dass die Entlohnung nicht mit der Produktivitätssteigerung und den Gewinnen Schritt halte, verlangte der SMUV eine Anhebung der Löhne um 2% plus den Teuerungsausgleich. Generell soll es in der Maschinenindustrie keine Löhne unter 3'500 Fr. brutto pro Monat mehr geben. Zudem sollen konkrete Massnahmen zur Lohngleichheit zwischen Männern und Frauen getroffen werden. Die Gewerkschaft will zudem eine Verkürzung der jährlichen Normalarbeitszeit um 40 Stunden auf 2'040 Stunden sowie zwei zusätzliche Ferientage. Schliesslich verlangte der SMUV ein direktes Interventionsrecht der Gewerkschaften bei Entlassungen und Umstrukturierungen sowie die Einführung einer gesetzlichen Sozialplanpflicht bei Massenentlassungen.<sup>67</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 29.09.2006  
MARIANNE BENTELI

Im Konflikt um einen GAV für die Deutschschweizer **Presse** wurde die eidgenössische Einigungsstelle eingeschaltet. Das EVD setzte sie auf Ersuchen der Mediengewerkschaften Comedia und Impressum ein. Die Verleger hatten sich dagegen ausgesprochen. Ihr Verband lehnt es ab, Löhne in einem GAV zu regeln. Bis Ende Jahr konnte keine Einigung erzielt werden.<sup>68</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 01.01.2009  
NATHALIE GIGER

Das **Putzpersonal des Bundeshauses** hatte für den 8. Juni einen Warnstreik angekündigt. Damit wollten die Putzfrauen mit Unterstützung der Gewerkschaft VPOD gegen die Auslagerung in die einzelnen Departemente protestieren, von der sie einen Stellenabbau befürchteten. Nach dem Einlenken des Bundesamtes für Bauten und Logistik (BBL) wurde der Streik abgeblasen und somit das Bundeshaus auch während der Sommersession sauber geputzt.<sup>69</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 01.07.2009  
NATHALIE GIGER

Die sechs Sozialpartner im **Schweizer Gastgewerbe** (GastroSuisse, Hotelleriesuisse, Swiss Catering Association, Hotel&Gastro Union, Syna und Unia) haben sich nach zwei Jahren Verhandlungen auf einen neuen GAV geeinigt. Ein zentraler Punkt des neuen GAVs ist die Aus- und Weiterbildung, die nun durch die mehrheitliche Übernahme von Ausbildungskosten und einer Kompensation des Lohnausfalles stärker unterstützt wird. Verbesserungen für die Arbeitnehmer wurden auch bei der Erfassung der Arbeitsstunden sowie bei den neu einheitlich auf fünf Wochen festgesetzten Ferien erreicht. Die lohnwirksamen Bestandteile des GAVs treten wegen der Wirtschaftskrise

erst Anfang 2012 in Kraft. So wird für alle Mitarbeitenden ein 13. Monatslohn eingeführt sowie der Mindestlohn bei abgeschlossener Lehre erhöht. Als Kompensation wurde dafür ein Einarbeitungsabzug bei den Ungelernten beschlossen. Die Arbeitgeber zeigten sich auch erfreut über den Abschluss, der ihnen vor allem zahlreiche Vereinfachungen wie zum Beispiel die einheitlichen Ferienansprüche bringt. Weiter versprachen sie sich eine flexiblere Handhabung der Überstunden und Erleichterungen bei den Neuregelungen für Saisonbetriebe. Der neue GAV gilt für gut 200'000 Arbeitnehmende und 30'000 Arbeitgebende im Gastgewerbe und trat auf 1. Januar 2010 in Kraft.<sup>70</sup>

ANDERES  
DATUM: 13.07.2010  
NATHALIE GIGER

Im **Juli** kam es zu einer **zweiten Streikwelle** am Flughafen Genf. Diesmal traten **Angestellte der Reinigungsfirma ISS Aviation** in Streik. Streikgrund war wiederum ein neuer GAV sowie ein Abkommen zu deren Unterschrift das Reinigungspersonal gezwungen worden war. Darin wird den Angestellten zwar eine leichte Lohnerhöhung versprochen, sie werden laut Gewerkschaft jedoch schlechter gestellt. Zudem würden die Bestimmungen des alten GAVs nicht eingehalten. Während die Mehrheit der Arbeitnehmenden die Vereinbarung unterzeichnete, trat eine kleine Gruppe (15 Personen) in Streik. Die anderen Reinigungsangestellten der ISS blieben für lange Zeit still, im August unterzeichneten sie jedoch eine Petition, die die Streikenden in ihrem Kampf unterstützte. Im November und damit nach über 4 Monaten Streik wurde in Zürich schliesslich eine Einigung zwischen der Gewerkschaft VPOD und der Firma ISS erzielt. Dabei verpflichtete sich die Gewerkschaft VPOD zur Einhaltung des GAVs, dem sie sich lange widersetzt hatte. Die ISS wurde zu einer Festsetzung der Gehälter für 2010 und einer Erhöhung auf 2012 verpflichtet.<sup>71</sup>

ANDERES  
DATUM: 25.10.2011  
LAURENT BERNHARD

Le groupe pharmaceutique **Novartis** a annoncé le 25 octobre un vaste programme de réduction des coûts. La Suisse a été particulièrement touchée par cette restructuration. La multinationale a fait savoir qu'elle comptait réduire ses effectifs à Bâle de 760 postes à plein-temps. Ces emplois étaient appelés à être transférés vers d'autres sites du groupe. De plus, la direction de Novartis prévoyait la **fermeture du site de Prangins (VD)** près de Nyon, entraînant ainsi la suppression de 320 emplois à plein-temps. Le transfert des activités à Wehr, en Allemagne, devait permettre au groupe de diminuer de moitié les coûts de production. Le 29 octobre, mille participants dont une délégation de Prangins ont manifesté à Bâle contre ces suppressions d'emplois. Une résistance opiniâtre a également eu lieu dans le canton de Vaud. L'ensemble des parlementaires cantonaux se sont mobilisés afin d'exiger le maintien du site. Ce soutien a constitué un atout pour Philippe Leuba, le Conseiller d'Etat et chef par intérim du Département de l'économie, lors des discussions qui se sont tenues entre la direction générale de Novartis et le gouvernement vaudois, avec l'appui du Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann. Fâchés par le silence de Joe Jimenez, le CEO de Novartis, et par les propos exprimés par Armin Züst, le directeur de Novartis Suisse, qui laissait entendre que la fermeture du site était irrévocable, les employés de Prangins ont fait grève le 16 novembre. Le même jour, la direction de Novartis a fait part de son intention de rentrer en matière sur les propositions portant sur la viabilité du site de production, ouvrant ainsi la porte à son sauvetage. Le groupe pharmaceutique espérait notamment obtenir de meilleures conditions-cadres de la part des autorités politiques. Suite à cette annonce, les employés ont décidé à l'unanimité de suspendre leur mouvement de grève. En décembre, les représentants syndicaux ont rendu public des mesures visant à augmenter la productivité et le rendement de l'usine afin d'économiser les 50 millions de dollars annuels demandés par Novartis.<sup>72</sup>

ANDERES  
DATUM: 10.03.2012  
LAURENT BERNHARD

Après une année de dures négociations, une nouvelle **convention nationale du secteur principal de la construction** a été conclue en mars de l'année sous revue. La « CN 12 » a ensuite été avalisée par les partenaires sociaux, à savoir la Société Suisse des Entrepreneurs (SSE) pour le patronat et Syna et Unia pour les syndicats. Le texte est entré en vigueur le 1er avril et sera valable jusqu'au 31 décembre 2015. Chaque partie prenante a néanmoins la possibilité de résilier la convention au 31 mars 2013 en respectant un préavis de deux mois. Au niveau des rémunérations, il a été convenu d'une hausse de 1% en 2012, composée d'une partie générale et individuelle de 0,5% chacune. Pour ce qui est des salaires minimaux, l'augmentation a été fixée à 1% en bloc. En 2013, tous les salaires seront majorés de 0,5%, indépendamment du taux d'inflation. Les syndicats ont obtenu, pour les travailleurs de plus de 55 ans, le versement de l'intégralité du salaire net en cas de maladie et une forme de protection contre les licenciements. En contrepartie, les salaires initiaux des travailleurs qui viennent de

terminer leur apprentissage ont été réduits. En outre, certains métiers (extraction de sable et de gravier, transports) ont été exclus du champ d'application de la convention collective.<sup>73</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 18.09.2012  
LAURENT BERNHARD

Un conflit social a éclaté en automne à l'hôpital neuchâtelois de **La Providence**. Une grande partie du personnel a fait grève le 18 septembre en raison du refus de la direction de l'hôpital de renouveler la convention collective du travail, la « CCT 21 ». La direction de l'hôpital a fait savoir que ce choix avait été occasionné par la décision du Conseil d'Etat neuchâtelois d'enlever à l'établissement, sur le point d'être repris par le groupe de cliniques privées Genolier, la reconnaissance d'utilité publique. Selon l'hôpital, le manque à gagner s'est élevé à 3,7 millions de francs par an, dont 1,7 million directement liés à l'application de la « CCT 21 ». Face à cet imbroglio financier, une trentaine d'employés, soutenus par les syndicats Syna et SSP, ont décidé de reconduire le mouvement de grève pour une durée d'au moins deux mois.<sup>74</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 05.12.2012  
LAURENT BERNHARD

Au **Tessin**, le syndicat des services publics (SSP) a appelé les employés cantonaux à faire grève le 5 décembre contre l'intention du gouvernement de diminuer, dans le cadre du budget 2013, les salaires de 2%. Plus de 1'500 personnes se sont rassemblées devant le siège de l'exécutif à Bellinzone. Ce sont surtout les enseignants qui ont suivi le mouvement.<sup>75</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 12.03.2013  
LAURENT BERNHARD

Les syndicats SSP et SUD ont appelé **les fonctionnaires du canton de Vaud** à manifester contre un plan d'assainissement de la caisse de pension de l'Etat signé entre le gouvernement et l'association faïtière des fonctionnaires (FSF Vaud). Près de 1'500 personnes, principalement des enseignants, étaient présentes le 11 mars dans les rues de Lausanne.<sup>76</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 23.08.2013  
LAURENT BERNHARD

Sous l'impulsion du syndicat SIT, une quinzaine d'employés de l'association **Partage**, qui occupe des chômeurs en fin de droit dans le cadre des emplois de solidarités (EdS) du canton de Genève, s'est mise en grève le 23 août. C'est la mauvaise ambiance de travail qui semble avoir déclenché ce conflit social. Mis à part les « salaires de misère », les grévistes ont évoqué un manque de respect de la part de la direction. L'arrêt de travail a surtout été suivi dans le secteur du ramassage des ordures et du compost. Le mouvement de grève a conduit à la dénonciation des contrats de prestations de service par les six communes genevoises clientes. Etant donné que ces dernières ont coupé leurs subventions, Partage a procédé le 28 octobre au licenciement collectif des dix-sept personnes en charge de ces prestations pour des motifs économiques. Malgré cela, le bras de fer n'a pas pris fin dans l'immédiat. En effet, la grève ne s'est éteinte qu'à son 105ème jour.<sup>77</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 12.12.2013  
LAURENT BERNHARD

**Sept ferrailleurs travaillant sur un chantier de la Radio Télévision Suisse (RTS)** se sont mis en grève le 12 décembre de l'année sous revue pour protester contre le fait qu'ils n'avaient pas touché de salaires pendant trois mois de la part d'une entreprise sous-traitante. Dans la journée, le syndicat SIT et l'entreprise générale Induni ont trouvé une solution à ce problème.<sup>78</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 30.12.2014  
DAVID ZUMBACH

Im März 2014 kam ein Gesamtarbeitsvertrag (GAV) für sämtliche **Swiss-Piloten** nicht zustande. Der Verband der Airbus-Piloten der Swiss (Aeropers), denen Einbussen bei den Ruhezeiten sowie den Ferien drohten, hatte den neuen GAV (GAV14+) verworfen. Der zweite Verband der Swiss-Piloten (IPG) hatte dem neuen Vertragswerk mit deutlichem Mehr zugestimmt. Die IPG-Piloten gingen hinsichtlich Länge und Flexibilität der Arbeitszeiten Konzessionen ein. Der GAV14+ galt als eine Massnahme, um auf den grösser werdenden Druck der Airlines aus den Golfstaaten zu reagieren. Die seit Herbst 2012 laufenden Verhandlungen hatten bereits im Sommer 2013 vor dem Aus gestanden, ein vorzeitiger Abbruch konnte damals aber noch verhindert werden. Im September kündigte die Swiss dann "vorsorglich" den alten GAV (GAV2011) mit Aeropers auf Ende November 2016. Trotz mehrmonatiger Gespräche konnte keine Einigung erzielt werden. Die Airbus-Piloten wehrten sich standhaft gegen Zugeständnisse zur Steigerung der

Produktivität und gegen Anpassungen des bestehenden Salärsystems. Kurz nach dem Bekanntwerden der Kündigung reichte Aeropers eine Klage beim Friedensrichteramt der Stadt Kloten ein. Die Swiss, so die Meinung der Aeropers, habe durch den Abschluss des GAV14+ mit den IPG-Piloten die mit dem GAV2011 im Zusammenhang mit der Einführung des neuen Flugzeugtyps Boeing 777 eingegangenen Verpflichtungen gebrochen.<sup>79</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 30.12.2014  
DAVID ZUMBACH

Nachdem die Mitglieder des Verbands des **Swiss-Kabinenpersonals** (Kapers) im März 2014 einem neu ausgehandelten GAV die Unterstützung versagt hatten, kündigte die Swiss Ende April die beiden gültigen Gesamtarbeitsverträge auf den 30. April 2015. Als Folge wurden neue Angestellte nicht mehr in die gekündigten Verträge aufgenommen. Die Swiss beabsichtigte vor Vertragsablauf neue Verhandlungen in Angriff zu nehmen und liess verlauten, dass man weiterhin an einer sozialpartnerschaftlichen Zusammenarbeit interessiert sei.<sup>80</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 30.12.2014  
DAVID ZUMBACH

Im Juni 2014 gaben die Gewerkschaften Syna und Unia bekannt, dass sie mit dem Verband der Tankstellenshop-Betreiber der Schweiz Verhandlungen für einen Gesamtarbeitsvertrag für **Mitarbeitende von Tankstellenshops** aufgenommen haben. Die Gewerkschaften hatten 2013 vor der Abstimmung über die Öffnungszeiten von Tankstellenshops das Verhandlungsangebot der Betreiber noch ausgeschlagen.<sup>81</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 30.12.2014  
DAVID ZUMBACH

Ende Juni 2014 kündigte die Servicegesellschaft für Fluggesellschaften Dnata den GAV für 450 **Mitarbeitende des Bodenpersonals** am Flughafen Genf auf Ende 2014. Die Gewerkschaften Syndicat des services publics (SSP) und Syndicat interprofessionnel (SIT) befürchteten darauf Kürzungen bei den Löhnen und Pausen der Angestellten. Dnata versicherte darauf, dass es zu keinen Lohnkürzungen kommen würde. Man beabsichtigte hingegen, die Zahl der Aushilfskräfte zu reduzieren und mehr Teilzeitstellen zu schaffen. Vor Jahresende 2014 hatten sich die Sozialpartner noch nicht auf einen neuen GAV einigen können.<sup>82</sup>

## Arbeitnehmerschutz

**ANDERES**  
DATUM: 19.04.1991  
MARIANNE BENTELI

**Die Gewerkschaft Textil, Chemie, Papier (GTCP) forderte rechtsverbindliche Richtlinien zur Regelung der Arbeitssicherheit bei der Forschung und Produktion von bio- und gentechnologischen Erzeugnissen.** Die Anwendung der heutigen, von der Schweizerischen Kommission für biologische Sicherheit (SKBS) empfohlenen Richtlinien erachtet die Gewerkschaft als ungenügend, da sie auf Freiwilligkeit beruhen.<sup>83</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 31.12.2013  
LAURENT BERNHARD

Suite aux licenciements des grévistes de l'hôpital de La Providence à Neuchâtel (cf. section « Grèves »), **le syndicat suisse des services publics (SSP) a saisi l'Organisation internationale du travail (OIT).** La Suisse a ratifié les conventions de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, mais n'a pas encore entériné de loi conforme au droit international. Cette plainte s'ajoute à celle que l'Union syndicale suisse (USS) avait déposée en 2003 et réactivée en 2012. Par ce biais, les milieux syndicaux entendent augmenter la pression sur les autorités fédérales afin qu'elles mettent en place une législation qui protège davantage les personnes de confiance, les militant(e)s syndicaux et autres membres de commissions d'entreprise contre les licenciements. Pour rappel, le Conseil fédéral avait chargé en 2012, dans l'optique de relancer un projet de loi sur un durcissement en matière de licenciements abusifs, le Département fédéral de justice et police (DFJP) de rédiger, en collaboration avec le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), une étude approfondie à ce sujet.<sup>84</sup>

1) Medienmitteilung Bundesrat vom 26.11.20; Personalamt. Gemeinsame Absichtserklärung 2020–2023

2) Presse du 3.2.05; presse du 13.8.05 (UDC); LT, 15.1.05.

3) OJ, 19.2.11 (Prolait), 15.10.11 (FPSL), 18.11.11; Lib., 14.4.11 (FPSL); LT, 11.11.11 (FPSL et Uniterre); NZZ, 8.12.11 (augmentation); NZZ et OJ, 29.11.11 (révision fonctionnement).

4) 24h, 17.6.00; presse du 3.3 et 5.7.00.

5) Presse du 2.9.00.

6) LT, 19.10, 10.11 et 8.12.01; 24h, 22.11 et 15.12.01.

7) NZZ, 27.9.03 (revendications); Lib., 14.12.02 (accord).

- 8) Presse du 27.5.04
- 9) Presse vom 1.4., 9.10., 16. und 21.12.06; TA, 11.12.06.
- 10) AZ, NZZ, QJ et TG, 27.11.10.
- 11) Presse d'octobre et de novembre 2001.
- 12) LT, 16.4.02 (CCT temps partiel.); Presse du 19.3 (CCT personnel au sol); LT, 3.5.02 (employés.); Presse du 26.2 (CCT), 13.4 (refus) et 17.9.02 (nouvelle CCT). Kapers, communiqué de presse, 21.10.02.
- 13) Presse du 3.5 (Swiss Express) et 17.8.03 (accord); 24h, 9.8.03 et TG, 11.8.03 (base); Lib., 10.10.03 (nombre de pilotes).
- 14) Presse vom 3.1., 4.5., 6.5., 27.-28.9., 6.10., 25.11. und 12.12.06.
- 15) Presse du 3.1.07; NZZ et TA, 28.4.07.
- 16) TA, 4.7.11.
- 17) Presse du 23.8.02; Lib., 22.11.02; LT, 25.9 et 30.11.02.
- 18) 24h, 5.3.03 (reprise du dialogue); presse du 16.5 (concession) et 24.10.03 (renouvellement); Presse du 14.1 (suppression), 15.1 (manifestations) et 11.2.03 (manifestations); 24h, 5.3.03 (refus); Presse du 24.10.03.
- 19) Presse du 22.3.04; Lib., 23.4.04.
- 20) Presse du 27.12 et 9.12.04 (compromis); QJ, 20.12.04 (approbation).
- 21) Presse du 5.2.05; LT, 1.4.05.; Presse du 9.2.05; 24h, 10.2 et 11.2.05.
- 22) Presse vom 22.2., 28.4. und 10.6.06; zur Zusammenarbeit zwischen der Post und dem Verband privater Postdienstleister im Bereich Paketpost siehe QJ und TA, 26.1.06; zur Zusammenarbeit zwischen Post und Mobility Carsharing siehe Presse vom 9.2.06.
- 23) Presse du 23.5.07.
- 24) Lib., NF et NZZ, 6.5.10 (TAF); NF, 5.11.10.
- 25) Bund und BZ, 26.2.03.
- 26) TA, 19.1.98; Presse vom 31.10.98.
- 27) SHZ, 9.4.92 (Banken); Presse vom 10.9. (Ciba Geigy), 12.9. und 4.12.92; BaZ, 3.11.92; TA, 18.11.92; NQ, 2.12.92; BZ, 31.12.92. Vgl. auch SPJ 1991, S. 204 f.
- 28) Presse vom 7.8., 7.9. und 21.12.93; BaZ, 28.9. und 9.11.93; NQ, 26.10.93; JdG, 5.11.93; NZZ, 3.12.93.
- 29) Presse vom 23.9.95; NZZ, 29.9.95; LZ, 17.10.95.; TA, 17.7.95; Presse vom 16.8.95; NQ, 4.9., 21.11. und 28.11.95; Presse vom 20.10.95; SoZ, 12.11.95.
- 30) Presse vom 26.10., 1.11., 16.11., 11.12. und 14.12.95.
- 31) Bund, 7.8.96; NZZ, 4.12.96.; NQ, 21.8.96.
- 32) Presse vom 23.8. und 8.10.96; SoZ, 3.11. und 10.11.96; Bund und SZ, 6.11.96.
- 33) LT, 5.8.98; Presse vom 26.8.98; TA, 15.10.98.
- 34) BZ, 6.11.00; Bund, 20.11.00.24; TA, 11.2.00; BaZ, 11.3.00; Presse vom 17.3.00. Gemäss SGB dürfte die Erhöhung um 100 Fr. für die meisten Bauarbeiter einer Steigerung des Lohnes von mehr als 2% entsprechen (TA, 8.4.00).
- 35) Presse vom 14.11. und 19.11.97; NQ, 18.11.97.
- 36) BZ und TW, 20.6.91. Für frühere Spannungen zwischen AMS und SMUV siehe SPJ 1990, S. 201 f.
- 37) Presse vom 7.1.-13.1. und vom 17.1.92.
- 38) Uhrenindustrie: Presse vom 7.2.92. Metallgewerbe: NZZ, 4.7. und 9.9.92. Gastgewerbe: TA, 15.2. und 24.3.92. Chemische Industrie: BaZ, 4.7., 27.11. und 16.12.92.
- 39) Bauhauptgewerbe: TA, 1.7.92; NZZ, 10.12, 14.12, 18.12 und 23.12.92. Swissair: NZZ, 25.8., 27.8. und 30.9.92. Flugsicherung: NZZ, 31.12.92.
- 40) NQ, 13.9. und 14.11.93; TA, 5.11.93.
- 41) Presse vom 26.5. und 30.5.94., 67/1994, Nr. 7, S. 48 ff. Siehe auch V. Conti, "Allgemeinverbindlich erklärte Gesamtarbeitsverträge (GAV), Stand 30. Juni 1994", in Die Volkswirtschaft, 67/1994, Nr. 8, S. 67 f.
- 42) Presse vom 24.2., 10.3. und 1.7.94; NZZ, 17.9.94.
- 43) Presse vom 21.5., 31.8., 2.9., 16.9., 17.9., 29.9., 26.10., 31.10., 1.-5.11., 16.11.94, 18.11., 29.11., 3.12., 8.12., 12.12. und 16.12.94.
- 44) Presse vom 23.9., 24.11., 5.12., 8.12., 9.12. und 17.12.94
- 45) LNN, 10.1., 30.3. und 28.12.95; TA, 10.11.95; Ww, 23.11.95.
- 46) NQ, 21.11.95; Presse vom 7.12.95
- 47) NZZ, 4.3.96.
- 48) NZZ, 16.8.96.
- 49) Presse vom 7.9.96.
- 50) Bund, 2.3.96; Ta, 27.1 und 29.1.96; BZ 28.11.96;
- 51) Presse vom 5.1., 7.10. und 6.12.96. Siehe SPJ 1995, S. 224.
- 52) NZZ, 14.12.96.; TA, 20.4.96.
- 53) TA, 18.6.97; BZ, 11.10.97. Siehe SPJ 1996, S. 231.
- 54) NZZ, 19.9.97; NQ, 26.9.97; Presse vom 25.9., 15.12. und 17.12.97.
- 55) Bund, 2.6.98; Presse vom 9.6., 19.6., 20.6., 22.6., 26.6. und 30.6.98; LT, 11.6.98; TA, 18.6.98; BaZ, 27.6.98.
- 56) TA, 27.8. und 17.11.98.
- 57) TA, 28.1. und 9.6.98; NZZ, 11.6.98; LT, 11.12.98. Vgl. SPJ 1996, S. 231 und 1997, S. 239.
- 58) Presse vom 1.10.99.
- 59) Presse vom 30.9., 29.11., 21.12., 23.12. und 24.12.99.
- 60) NZZ, 30.4. und 5.7.99. Vgl. SPJ 1998, S. 231.; TA, 29.4.99; NZZ, 1.5. und 21.12.99; BaZ, 18.8.99; Presse vom 14.10.99.
- 61) TA, 3.2., 12.2., 8.4 und 12.9.00; NZZ, 10.11.00.38
- 62) BaZ, 8.3., 9.3., 7.6., 20.6., 24.6., 6.7., 14.9., 27.10., 9.11., 23.11. und 1.-5.12.00.37
- 63) TA, 4.9.01; TG, 11.10.01. Die Direktion der SBB erklärte, die Einführung der im GAV festgehaltenen 39-Stunden-Woche habe sich nicht bewährt, sondern zu einer massiven Ausdehnung der Überzeit geführt; LT, 17.12.01.
- 64) Presse vom 24.11.01. 32
- 65) Presse vom 11.10.02.
- 66) Soz, 27.1., 17.2. und 10.11.02; TA, 22.2., 18.3. und 12.12.02; Presse vom 27.3., 1.-4.11. und 13.11.02; TG, 15.4.02; SHZ, 6.11.02; WoZ, 7.11.02.
- 67) Bund, 8.1.02; TG, 26.4.02; Presse vom 20.9.02; LT, 22.11.02. Im Auftrag der RK des NR, welche eine 1998 angenommene pa.lv. Gross (sp, TG) umsetzen sollte, erarbeitete das BJ einen Gesetzesvorschlag, der die Unternehmen verpflichtet, bei Massenentlassungen mit den Gewerkschaften abschliessende Verhandlungen über einen Sozialplan zu führen (Bund, 14.6.02; NZZ, 20.8.02; TG, 18.10.02).
- 68) NZZ, 29.6.06; NF, 29.9.06.
- 69) NZZ, 1.4.09; BZ, 13.5.09.
- 70) NZZ, 31.6.09.
- 71) LT, 13.7.10, 19.8.10, 9.11.10; TG, 21.8.10.
- 72) QJ, 26.10.11; BaZ, 31.10.11; TdG, 1.11.11; 24h, 2.11. et 12.11.11; LM, 15.11.11; 24h, 16.11.11; 24h et LT, 17.11.11; 24h, 10.12. et 17.12.11.
- 73) NZZ, 10.3.12. LT et NZZ, 29.3.12, Lib. 31.3.12
- 74) Exp, 19.9.12 et 27.11.12; LM 21.12.12.
- 75) CdT et NZZ, 6.12.12.
- 76) 24h, 12.3.13.
- 77) TdG, 27.8., 21.9. et 15.10.13.
- 78) TdG, 13.12.13.
- 79) TA, 18.3.14; NZZ, 23.9., 26.9.14
- 80) NZZ, 25.4.14

- 81) NZZ, 3.6.14
- 82) TG, 1.7.14
- 83) NZZ, 19.4.91.
- 84) NZZ, 24.6.13; TdG, 11.4.13.